

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 20, Partie II, Titre B

Déposée par: M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira

Qualité : - Membres et Suppléants

1. Les coopérations renforcées dans l'un des domaines visés dans le présent titre ont pour but de sauvegarder les valeurs et de servir les intérêts de l'Union dans son ensemble en affirmant son identité en tant que force cohérente sur la scène internationale. Elles respectent:
— les principes, les objectifs, les orientations générales et la cohérence de la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que les décisions prises dans le cadre de cette politique,
— les compétences de l'Union, et
— la cohérence entre l'ensemble des politiques de l'Union et son action extérieure.

~~1- 2. Remplissant les critères mentionnés au n. 1 et des critères de capacités militaires élevés, les États membres souhaitant entreprendre des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions plus exigeantes, dont la liste figure à la déclaration X annexée à la Constitution, instaurent~~ **peuvent instaurer** entre eux une coopération structurée renforcée au sens de l'article 30, paragraphe 6 de la Partie I de la Constitution. ~~Les critères et les engagements en matière de capacités militaires que ces États membres ont définis sont repris dans la même déclaration. Les conditions et les termes de cette coopération sont décidés par le Conseil, statuant à l'unanimité.~~

~~2- 3. Si un État membre souhaite participer à cette coopération à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il informe le Conseil européen de son intention. Le Conseil restreint de la coopération structurée statue sur la demande de l'État membre en question à la majorité qualifiée.~~

~~3- 4. (...)~~

~~4- 5. (...)~~

Explication:

Le numéro 1 reprend l'article 27A TUE. Les objectifs mentionnés définissent des critères généraux qui doivent en tout état de cause être remplis par les États songeant à une coopération renforcée.

L'inclusion d'une liste fixe ne permettrait pas une souplesse souhaitable de l'action de l'Union et des États membres dans ce domaine. Le mécanisme de coopération renforcée, quoiqu'il doit être défini dans le Traité, ne devrait pas se restreindre à des situations conjoncturelles.

Les observations faites à cette clause sont préliminaires, en présupposant qu'il y aura dans la partie I du Traité un titre consacré à la coopération renforcée, une fois que les critères généraux (procédures, nombre d'états membres y appartenant, etc.) prévus dans le Traité de l'Union doivent être retenus.